

Révolution Sociale



Mars 2023



travailsocial.npa92@protonmail.com

nouveaupartianticapitaliste.fr

sante-secu-social@nouveaupartianticapitaliste.fr



Révolution sociale - militant.e.s
du secteur social du NPA



revolution.sociale.npa

LE 7, LE 8, LE 9 ET TANT QU'IL FAUDRA : GRÈVE GÉNÉRALE POUR NOS RETRAITES !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation, celle du monde du travail et de la jeunesse, qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour TotalEnergies. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous payer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisations imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

"À l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ?"

Après cinq journées de mobilisation massives depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture, interpellé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en s'organisant, à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, mais aussi le lendemain, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Alors pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !



Brèves



Sésame autisme Languedoc-Roussillon

Alors qu'un collectif de parents de bénéficiaires de l'ESAT des Pradelles alerte contre une potentiel fermeture de l'ESAT et qu'il y a déjà eu la fermeture d'une auberge, c'est aujourd'hui un collectif de salariés qui monte au créneau.

Depuis plusieurs années, l'association SESAME AUTISME minimise le montant des salaires déclarés pour réduire sa part de cotisation sociale, la conséquence s'avère être désastreuse puisque les salariés vont se retrouver une partie de leur pension amputée et réduite au moment de partir en retraite.

Le conseil des prud'homme d'Alès a reconnu le préjudice qui va toucher environ 2000 salariés au niveau de l'Occitanie. Il est bon de se poser la question de savoir si cette « bourde » est délibérée, ou bien s'il s'agit d'amateurisme et d'erreur. Si la première hypothèse est démontrée, cette affaire pourrait aller au pénal!

Précarité étudiante : entre mépris et concurrence

Dans l'école du travail social de Buc Ressources (78), près de 35% des étudiant.es déclarent sauter un repas pour des raisons financières. C'est pourquoi les étudiant.es tentent de ne compter que sur eux même en créant une boutique solidaire qui proposera notamment des invendus alimentaires.

Cette situation est à l'image du secteur social et médico-social. D'un côté, les députés macronistes et républicains rejettent les repas universitaires à un euros (dont la majorité des étudiant.e.s en travail social étaient par ailleurs déjà privé.e.s comme une grande partie des droits étudiants !). De l'autre, le projet des étudiant.es a été mis en concurrence parmi plus de 650 autres projets lors du budget participatif écologique et solidaire de la Région Ile de France.

Une façon de dire que nos vies ne comptent pas et que les futur.e.s professionnel.le.s doivent s'adapter très tôt à la concurrence généralisée ainsi qu'à être des gestionnaires de la misère...à l'image de l'évolution de notre secteur !

Ville de Paris : Pour nos retraites, pour la solidarité !

À la Direction des Solidarités, les agent.es doivent faire face aux conditions de travail dégradées : salaires souvent bas, postes vacants, surcharge de travail, ainsi qu'aux difficultés sanitaires et sociales de plus en plus importantes, que rencontre le public, et sans solutions adaptées pour y répondre.

Alors qu'un mouvement de fond émerge dans le secteur depuis quelques temps, la lutte contre la réforme des retraites peut servir d'appui pour exiger une vraie politique de solidarité! C'est dans ce but que plusieurs syndicats de la ville s'associent pour regrouper les collègues devant le siège de leur direction le 7 mars à midi, avant de rejoindre la manif contre la réforme des retraites.

Syndicaliste, pas criminelle !

En février, Aurélie, syndicaliste CGT, infirmière à l'hôpital St Antoine (AP-HP) était convoquée à l'hôpital Tenon pour un entretien préalable à sanction. La direction en délocalisant cet événement tentait de restreindre la mobilisation.

Coup d'épée dans l'eau. Un rassemblement s'est tenu sur chacun des hôpitaux avec des soutiens et des collègues. Pas question de ne pas être là. Aurélie a toujours défendu les conditions de travail comme tout syndicaliste. Dénoncer le sous effectif n'est pas un crime.

La solidarité est notre arme ! La mobilisation de soutien se poursuit en attendant le résultat de l'entretien.

Les 7 milliards ils sont à nous !

6,7 milliards d'euros ...c'est le montant des économies réalisées sur le dos des chômeurs et de l'ensemble des salariés 'grâce' aux 2 réformes de l'assurance-chômage de 2021 et 2023 !

C'est l'Unedic qui vient de publier ces chiffres ...Encore de l'argent qu'il faudra aller récupérer à ceux qui nous l'ont volé !